

2 Réalisation des priorités de la coopération Afrique-Europe en matière de STI en matière de SANAD

La collaboration entre l'UE et l'Afrique en matière de STI a une longue histoire. Elle remonte aux programmes de recherche en coopération internationale de l'UE, lancés par la CE en 1983. L'importance de cette collaboration est confirmée par le nombre important de projets conjoints de recherche financés dont une part importante porte sur la thématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le volume de financement mobilisé, le nombre d'organisations participantes et les résultats produits (voir chapitre 3). L'UE soutient également des plateformes de coordination de la recherche à l'échelle continentale et sous régionale qui traitent spécifiquement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme FARA et ASARECA, ainsi que des plateformes bilatérales Afrique-UE telles que PAEPARD (Plateforme de partenariat entre l'Afrique et l'Europe sur la recherche agricole pour le développement). En 2007, la JAES a été adoptée en réponse aux changements géopolitiques, à la mondialisation et aux processus d'intégration sur les deux continents : c'était l'expression d'un nouveau genre de partenariat, clairement politique, qui se distinguait des initiatives précédentes entre l'Afrique et l'Europe du fait que, pour la première fois, tous les acteurs reconnaissaient la nécessité de définir les priorités conjointement et de mettre en œuvre une coopération plus égalitaire et mutuellement bénéfique.

Dans ce nouveau contexte de coopération, les contributions positives de la recherche, du développement et de l'innovation scientifique et technologique, ainsi que le rôle structurant des capacités de recherche pour la croissance économique et sociale et pour la réduction de la pauvreté sont manifestes – et tout particulièrement en ce qui concerne la création de sociétés de la connaissance et la relève de défis sociétaux non seulement mondiaux mais aussi d'intérêt commun. Le Dialogue de haut niveau sur les politiques (HLPD, High Level Policy Dialogue), qui définit l'ordre du jour du partenariat UE-Afrique en matière de STI et qui évalue ses progrès, est également un forum pour partager et diffuser des idées et pour contribuer aux politiques de développement au niveau national et régional.

TÉMOIGNAGE : NOPOOR – Une contribution à la coopération bi-régionale en sciences sociales et en sciences humaines pour lutter contre la pauvreté (Jean Albergel, Ariel Crozon, Héloïse Lemoine, Xavier Oudin, Institut de recherche pour le développement (IRD))

L'atelier thématique CAAST-NET en sciences sociales et humaines (SSH) qui a eu lieu du 3 au 5 mars 2010 à Addis-Abeba (Éthiopie) a identifié, parmi d'autres priorités partagées pour la recherche, les inégalités de transformation sociale, économique et urbaine dans le monde en développement.

Suite à cet atelier, un consortium de recherche s'est constitué et a proposé un projet dans le cadre du 7^e Programme-cadre de l'UE. Ce consortium composé de 19 membres, dont plus de la moitié représentaient des pays en développement (quatre pays d'Afrique), a élaboré un projet de recherche

et développement visant à réduire la pauvreté. Le projet reposait sur le postulat suivant : la pauvreté reste un problème sérieux à l'échelle mondiale (pays en développement mais aussi pays développés) et l'élaboration de politiques appropriées pour y remédier nécessite une étude de sa dynamique (y compris comment et pourquoi les personnes y entrent ou la quittent, ainsi que ses différentes dimensions). Ce projet, financé par l'UE à la hauteur de 8 millions d'euros et intitulé « Améliorer les connaissances pour des politiques renouvelées contre la pauvreté » (NOPOOR), vise à produire des connaissances scientifiques à partir d'observations sur le terrain pour aider la décision politique.

Le projet compare les stratégies de réduction de la pauvreté dans divers pays et différents domaines, tels que l'éducation, l'emploi et la protection sociale, en explorant pourquoi certaines stratégies ont fonctionné et d'autres pas. À partir d'études de cas, il étudie également l'influence complexe de la mondialisation sur la pauvreté.

Une étude sur l'efficacité de l'aide à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire montre également que la fragmentation de l'aide a persisté malgré la Déclaration de Paris sur l'aide contre la pauvreté et le programme d'action d'Accra (OCDE 2005). La coordination entre les donateurs s'est même affaiblie en raison de la concurrence entre nations (commerce extérieur) et la recherche de soutien politique, inégal d'un pays à l'autre. L'exemple de la Chine, nouvel acteur de l'aide internationale, ne montre pas, à l'évidence, une politique différente ou plus désintéressée que celle des donateurs conventionnels. L'aide aux états les plus fragiles a été canalisée davantage par des acteurs non étatiques, ce qui permet de maintenir l'assistance aux plus démunis malgré une gouvernance faible dans ces pays.

Les premiers résultats du projet suggèrent que la mondialisation a un effet positif sur l'emploi et les salaires (selon certaines études de cas) dans les régions avec une agriculture ou une industrie exportatrice. Les préoccupations sur les conditions de travail restent cependant importantes, comme à Madagascar où aucune disposition sociale n'est associée aux politiques industrielles. Le projet a également examiné l'impact de la migration sur les pays d'origine et évalué les transferts de connaissances et de biens depuis les pays d'accueil vers les pays d'origine. Dans un pays comme le Mali, l'association continue dans le temps des migrants avec leurs pairs dans leurs villes natales a amélioré les conditions de vie de ces derniers grâce à une disponibilité accrue d'écoles et des services financés par les envois de fonds par les migrants. Dans le cas du Sénégal, les migrations vers l'Europe ont également permis d'améliorer les effectifs scolaires dans les communes d'origine.

Le projet NOPOOR a permis de mieux comprendre les facteurs de la pauvreté. Le travail effectué a aidé à éclairer les options politiques et a offert

des opportunités pour renforcer la coopération en matière de SSH entre les scientifiques européens et leurs collègues du monde en développement. À cet égard, la coopération Nord-Sud peut avoir un impact important sur le renforcement des capacités, tandis que la coopération Sud-Sud, compte tenu de l'implication des pays en développement ou émergents de trois continents – l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est – permet le partage d'expérience et l'élargissement de la communauté scientifique.

Pour plus d'informations : <http://www.nopoor.eu/>

Bien que la SANAD reste la *priorité* de la coopération entre l'Afrique et l'Europe, on doit en faire une lecture critique. Les progrès réalisés sur cette question sont indéniables et la coopération entre les deux continents ne se limite plus au champ de la production agricole, et s'est étendu à la nutrition qui devient une question primordiale en Afrique comme en Europe. Plusieurs projets de partenariat Afrique-UE ont été lancés sur ce thème par le programme « Horizon 2020 ». Les projets de cofinancement de la recherche avec des rôles partagés entre tous les partenaires et à tous les stades, depuis l'appel à propositions jusqu'à l'évaluation, se multiplient. LEAP-Agri (Partenariat de long terme pour la recherche et l'innovation sur la SANAD) est un projet de coopération entre l'Afrique et l'Europe lancé en 2016 dans le cadre du partenariat Afrique-UE sur la SANAD (dans le cadre de JAES). La SANAD y est abordée de manière holistique, elle traite de la productivité des filières, mais aussi de la durabilité des systèmes de production et de transformation et de leurs impacts sur les sociétés et sur l'environnement. D'autres préoccupations, telles que la création de valeur ajoutée, la création d'emplois, l'efficacité des modèles de production (grande ou petite agriculture), l'accès au marché et l'esprit d'entreprise, ou les systèmes alimentaires, sont également intégrées.

Le plan d'action de la JAES de 2007 aborde peu les priorités de la SANAD décrites dans le PDDAA (Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine), en particulier les piliers III (Approvisionnement alimentaire et réduction des famines) et IV (Recherche agricole, diffusion et adoption de technologies). Il faut attendre 2015 et le partenariat bi-régional en recherche et innovation sur la SANAD, pour que cette question retienne toute l'attention du HLPD. Des défis restent à relever et toutes les connaissances disponibles doivent être utilisées pour informer les politiques, améliorer les systèmes alimentaires, élargir la gamme de produits, leurs marchés et leurs commerces, et soutenir l'innovation pour des gains sociaux et économiques tant en Europe qu'en Afrique. Quelques projets du PPDAAA abordent aussi la question de la stabilité alimentaire. Par ailleurs, la participation du secteur privé dans les programmes-cadres de recherche de l'UE reste faible (environ 15,5 % des participants) tout comme celle de la société civile (seulement 1,5 % des organisations participantes). Alors que la participation du secteur privé est encouragée par le programme « Horizon 2020 », les entreprises commerciales sont moins motivées que les institutions étatiques de recherche, en particulier parce que les résultats de recherche sont peu suivis après la fin des projets. Le transfert et la diffusion des connaissances sont limités, car les bénéficiaires (les agriculteurs tout particulièrement) ne voient souvent pas les bénéfices directs des projets de recherche en coopération. En général, les mécanismes permet-

Direction

Andrew Cherry, Gerard Ralphs
James Haselip, Isabella E. Wagner



COOPÉRATION
AFRIQUE-EUROPE
EN MATIÈRE
DE RECHERCHE
ET INNOVATION

Défis mondiaux,
réponses bi-régionales

Coopération Afrique-Europe en matière de Recherche et Innovation

Défis mondiaux, réponses bi-régionales

Sous la direction de

Andrew Cherry, Gerard Ralphs, James Haselip et Isabella E. Wagner

Coordination de la traduction française : Jean Albergel


Éditions

éditions
des archives
contemporaines 

Copyright © 2018 Éditions des archives contemporaines / Institut de recherche pour le développement

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement, quelque système de stockage et de récupération d'information) des pages publiées dans le présent ouvrage faite sans autorisation écrite de l'éditeur, est interdite.

Éditions des archives contemporaines
41, rue Barrault
75013 Paris (France)
www.archivescontemporaines.com

Institut de recherche pour le développement (IRD)
Le Sextant
44, boulevard de Dunkerque
CS 90009
13572 Marseille cedex 02 (France)
www.ird.fr

Copyright © 2018 Palgrave Macmillan pour la version anglaise

Adaptation en français du livre : Andrew Cherry, James Haselip, Gerard Ralphs, Isabella E. Wagner (dir.), *Africa-Europe Research and Innovation Cooperation : Global Challenges, Bi-regional Responses*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2018

CAAST-Net Plus est financé par le septième programme-cadre de recherche et de développement technologique de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention n° 311806

ISBN EAC : 9782813003041

ISBN IRD : 9782709926522

Illustration de couverture : © IRD – Elisabeth Deliry Antheaume

Avertissement : Les textes publiés dans ce volume n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Pour faciliter la lecture, la mise en pages a été harmonisée, mais la spécificité de chacun, dans le système des titres, le choix de transcriptions et des abréviations, l'emploi de majuscules, la présentation des références bibliographiques, etc. a été le plus souvent conservée.